

MAIRIE DE SEMONS

306 route de Beaurepaire
38260 SEMONS
Téléphone : 04.74.54.22.15
Fax : 04.74.20.36.05

Le **jeudi 15 novembre 2018 à 18h30** le conseil municipal dûment convoqué le 08/11/2018, s'est réuni à la mairie, sous la présidence de M. Jean-Paul TOURNIER-FILLON, Maire.

Nombre de membres en exercice : 11

PRESENTS : *Mmes MM.* TOURNIER-FILLON Jean-Paul - JANIN-BRUSSON Denis - GERARD Jacques - BOURDAT Maryvonne - BOUVIER Régis - CHAPPAT Christian - COLLION Olivier - ALONSO Véronique - LODIER Philippe - DURAND Patricia - BARBIER Gilles -

Secrétaire de séance : M. COLLION Olivier

M. le Maire ouvre la séance après l'appel du nom des conseillers municipaux, puis donne lecture du compte rendu de la précédente réunion, lequel est approuvé à l'unanimité.

1. délibération n° 44

Avis du conseil municipal de SEMONS sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal du secteur de Bièvre Isère (41 communes) arrêté par le conseil communautaire de Bièvre Isère Communauté le 6 novembre 2018

- Vu l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 de solidarité et de renouvellement urbain ;
- Vu la loi n°2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'Environnement ;
- Vu la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;
- Vu la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour un accès au logement et à un urbanisme rénové ;
- Vu la loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt ;
- Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Vu la loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte ;
- Vu le Code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 103-2 et suivants, L. 151-1 et suivants, L.153-1 et suivants, R.151-1 et suivants et R. 153-1 et suivants ;
- Vu l'arrêté préfectoral modifié n°2013296-0016 en date du 23 octobre 2013 créant la Communauté de Communes Bièvre Isère Communauté ;
- Vu la délibération du Conseil Communautaire de Bièvre Isère Communauté en date du 15 juin 2015 demandant la prise de compétence en matière de PLU, de document d'urbanisme en tenant lieu et de carte communale ;
- Vu l'arrêté préfectoral en date du 17 novembre 2015, conférant au 1^{er} décembre 2015 la compétence « élaboration, approbation et suivi de PLU, de document d'urbanisme en tenant lieu et de carte communale » à Bièvre Isère Communauté ;
- Vu la délibération n° 259-2015 du conseil communautaire en date du 14 décembre 2015 ayant décidé de prescrire l'élaboration du PLU intercommunal de Bièvre Isère Communauté et de définir les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation ;
- Vu la délibération n°260-2015 du conseil communautaire en date du 14 décembre 2015 ayant défini les modalités de collaboration entre Bièvre Isère Communauté et ses communes membres dans le cadre de l'élaboration du PLU intercommunal ;
- Vu la délibération n°181-2016 du conseil communautaire en date du 11 juillet 2016 portant délibération complémentaire précisant le contexte territorial des objectifs poursuivis lors de l'élaboration du PLU intercommunal de Bièvre Isère communauté ;
- Vu la délibération n°014-2017 du conseil communautaire en date du 23 janvier 2017 ayant décidé de soumettre l'élaboration du PLU intercommunal aux articles R. 151-1 à R. 151-55 du code de l'urbanisme issus du décret n°2015-1783 visant à moderniser le contenu des PLU ;
- Vu les débats sur les orientations générales du PADD qui se sont tenus en communes
- Vu le débat sur les orientations générales du PADD lors de la séance du Conseil communautaire du 20 mars 2017 ;
- Vu la concertation qui s'est déroulée durant toute l'élaboration du PLUi ;
- Vu la délibération n° 264-2018 du conseil communautaire de Bièvre Isère Communauté en date du 6 novembre 2018 tirant le bilan de la concertation et arrêtant le PLUi du secteur de Bièvre Isère (41 communes) ;

Monsieur le Maire rappelle que le projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal du secteur de Bièvre Isère (41 communes) a été arrêté par le conseil communautaire de Bièvre Isère Communauté le 6 novembre 2018. Le bilan de la concertation a également été tiré préalablement à la décision d'arrêt du PLUi.

La démarche d'élaboration du PLU intercommunal a débuté à la suite de la délibération du conseil communautaire de Bièvre Isère Communauté du 14 décembre 2015 par laquelle les élus communautaires ont prescrit l'élaboration du PLUi, défini les objectifs poursuivis par le PLUi ainsi que les modalités d'organisation d'une concertation menée durant tout le temps de l'élaboration du projet avec les habitants et toute personne concernée par la démarche.

Par ailleurs, et dans une délibération prise le même jour, le conseil communautaire a défini les modalités de collaboration avec les communes membres de Bièvre Isère Communauté.

Ce travail collaboratif avec les communes, à travers la mobilisation importante des élus au sein des instances de travail prévues par délibération au lancement du PLUi, a permis une appropriation du projet. Près de 350 réunions de travail ayant mobilisé les élus ont été organisées durant l'élaboration du PLUi (13 réunions du groupe de coordination, 63 réunions de groupes territoriaux (dont 49 spécifiquement pour les communes du secteur Bièvre Isère), 20 réunions de groupes thématiques, 250 réunions individuelles avec les communes (dont 185 spécifiquement pour les communes du secteur Bièvre Isère), 8 assemblées des maires).

L'élaboration du PLUi s'est également faite en concertation avec la population et dans le respect des modalités prévues dans la délibération de prescription du PLUi. Une information régulière sur l'avancement de la démarche a été effectuée sur le site internet et dans le Bièvre Isère Magazine. Trois cycles de réunions publiques ont été organisés aux grandes étapes de l'élaboration du projet. Par ailleurs, 227 mails ou courriers ont été transmis à la communauté de communes afin d'être analysés lors de l'élaboration du projet.

Le projet de PLUi arrêté est constitué :

- **d'un rapport de présentation ;**
- **du projet d'aménagement et de développement durables (PADD) débattu à l'échelle communale et communautaire ;**
- **d'un règlement écrit et des différentes pièces composant le règlement graphique ;**
- **des orientations d'aménagement et de programmation**
- **d'annexes et de documents informatifs**

Il est également précisé que l'arrêt du projet de PLUi a marqué le commencement de la phase administrative de la procédure, au cours de laquelle les communes membres de Bièvre Isère Communauté mais aussi les personnes publiques associées et les personnes ayant demandé à être consultées ont la possibilité d'exprimer leur avis sur ce projet. Cette phase de consultation précède l'organisation de l'enquête publique, étape également importante dans la mesure où le public va pouvoir accéder à l'ensemble des pièces composant le dossier et formuler des observations sur le projet de PLUi.

A la suite de l'enquête publique et de la remise d'un rapport d'enquête par une commission d'enquête désignée par Monsieur le Président du tribunal administratif, le projet de PLUi pourra encore faire l'objet de modifications pour tenir compte des résultats, sous réserve néanmoins de ne pas remettre en cause l'équilibre général du projet de PLUi.

Monsieur le Maire rappelle que, conformément à l'article L153-15 du code de l'urbanisme, les communes membres peuvent émettre un avis sur le projet de PLUi dans les 3 mois qui suivent l'arrêt du PLUi en conseil communautaire. Cet article indique que *« lorsque l'une des communes membres de l'EPCI émet un avis défavorable sur les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) ou les dispositions du règlement qui la concernent directement, l'organe délibérant compétent de l'établissement public de coopération intercommunale délibère à nouveau et arrête le projet de PLUi à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés »*.

Le conseil municipal de SEMONS ne fait part d'aucune observation.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents :

- EMET un avis FAVORABLE sur le projet de PLUi arrêté du secteur de Bièvre Isère (41 communes), conformément à l'article L153-15 du code de l'urbanisme.

2. délibération n° 45

délibération fixant le taux de la taxe d'aménagement

- Vu la loi de finances rectificative n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 et notamment son article 90,
- Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L 331-9 modifié par la loi de finances rectificatives n° 2013-1278 du 29 décembre 2013,
- Vu la délibération 40 en date du 21 octobre 2011 instaurant la taxe d'aménagement sur le territoire communal,
- Vu la délibération 78 en date du 6 novembre 2014 fixant le taux de la taxe d'aménagement sur le territoire communal,
- Vu la délibération 2015-23 en date du 04 juin 2015 exonérant les abris de jardin du champ de la taxe d'aménagement,

M. le Maire propose d'instaurer un nouveau **taux de taxe d'aménagement de 4 %** et de **reconduire l'exonération des abris de jardin.**

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents :

- INSTAURE le taux de la **taxe d'aménagement (TA) à 4 %** sur l'ensemble du territoire communal,
- EXONERE totalement, en application de l'article L331-9 du Code de l'Urbanisme, les abris de jardin soumis à déclaration préalable.

L'exonération votée par le Conseil Municipal concerne uniquement la part communale.

- DIT que la présente délibération est reconduite de plein droit pour l'année suivante si une nouvelle délibération n'a pas été adoptée avant le 30 novembre.

Elle est transmise au service de l'Etat chargé de l'urbanisme dans le département au plus tard le 1^{er} jour du 2^e mois suivant son adoption.

3. délibération n° 46

Augmentation du loyer de l'appartement communal

M. le Maire rappelle au Conseil Municipal le bail de location pour le logement de la mairie signé avec Mme Myriam JAGA le 1er novembre 2010.

Il est proposé de réviser le montant du loyer à compter du 1er novembre 2018 selon l'indice de référence des loyers publié à la date de signature du contrat, au cas présent l'indice correspondant est le 3^{ème} trimestre 2017.

Loyer fixé le 01/11/2010 à 360 € hors charges, s'établit au 01/11/2018 à :

$$\frac{\text{Loyer précédent (L) X Indice de référence des loyers du trimestre concerné (I)}}{\text{Indice de référence des loyers du même trimestre de l'année précédente (R)}} = \text{nouveau loyer (N)}$$

L=383,56€

I=128,45

R=126,46

N=389,60€

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents:

- APPROUVE l'augmentation du loyer du logement de la mairie à compter du 1er NOVEMBRE 2018,
- FIXE le nouveau loyer à 389,60€ par mois,
- CHARGE M. le Maire d'en aviser le locataire et la trésorière de LA COTE ST ANDRE.